



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CROWN BEVCAN

Parc Eiffel Energie
203 Boulevard de Finlande
54670 Custines

Référence : CM/NW/0042_2024
Code AIOT : 0006200139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2023 dans l'établissement CROWN BEVCAN implanté Parc Eiffel Energie 203, Boulevard de Finlande - 54670 Custines. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROWN BEVCAN
- Parc Eiffel Energie 203, Boulevard de Finlande - 54670 Custines
- Code AIOT : 0006200139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CROWN BEVCAN FRANCE exploite une usine de fabrication de boîtes métalliques pour boisson en aluminium sur le territoire de la commune de Custines.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incompatibilité des produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Identification	Arrêté Ministériel du	Lettre de suite	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	et localisation des risques	04/10/2010, article 48		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 et 61	Sans objet
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59, partiellement	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
5	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54.A	Sans objet
6	Maîtrise des procédés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
8	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I	Sans objet
9	Disponibilité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II - alinéa 5	Sans objet
10	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II - alinéa 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats montrent que l'entreprise respecte les dispositions contrôlées mis à part le seul point faisant l'objet d'une lettre de suite concernant la signalisation des risques au niveau des bâtiments.

Les constats relatifs à l'aspect incompatibilité des produits chimiques attestent de la bonne prise en compte de cette thématique au sein de l'établissement de Custines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 et 61
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation et accès
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
Constats : La fréquence de livraison des produits chimiques est de 2 fois par semaine. Seul le vernis doit faire l'objet d'une opération de dépotage avec un accompagnement permanent et respect de la procédure de dépotage. Les autres produits sont livrés sous forme de fûts ou de GRV.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification et localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées (...). Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Via la procédure d'appel des secours extérieurs, l'exploitant dispose d'un plan de masse qui renvoie à des plans spécifiques (local - produits chimiques, local - encres, local - solvants) sur lesquels les risques sont bien identifiés. Si les pictogrammes sont bien affichés au niveau des stockages eux-mêmes, ils ne le sont pas au niveau des bâtiments contrairement aux dispositions prévues à l'article 8-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59, partiellement
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : (...) - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.
Constats : L'exploitant dispose d'une consigne de dépotage qui a été consultée lors de l'inspection et transmise par courriel du 19 décembre 2023. Lors de la visite du local - produits chimiques, il a été vérifié le bon affichage des consignes adaptées à chaque produit stocké.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. (...)
Constats : Le personnel ainsi que l'intervenant extérieur qui effectue les livraisons de vernis bénéficient d'une formation aux risques chimiques. Une attestation de formation est établie nominativement (modèle transmis par courriel le 19 décembre 2023). Toute formation fait l'objet d'une traçabilité qualité. Une formation de recyclage est faite à chaque changement de produit, pour le nouveau personnel sinon à une fréquence annoncée tous les 5 ans. La fréquence de recyclage doit cependant faire l'objet d'un suivi accru plus précis dans le suivi des formations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54.A
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure (...) la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : Le dossier de demande d'autorisation de 2014 comporte une étude de danger. Un seul produit fait l'objet d'une procédure de dépotage, les autres étant livrés sous forme de fûts ou de GRV. Il n'y a donc pas de risque existant sur le site lié au mélange de produits incompatibles lors d'un dépotage, dans la mesure où le produit livré est bien celui qui a été commandé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Maîtrise des procédés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés
Prescription contrôlée : Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.
Constats : L'étude de dangers mentionne un stockage des produits chimiques par typologie et un stockage des déchets résultants de ces produits dans une zone dédiée. De plus, il n'y a pas d'effets sortants du site pour le scénario d'incendie du local de produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Un état des stocks est effectué sur la base d'un inventaire physique hebdomadaire et d'un rapprochement de cet inventaire avec l'état des stocks informatiques via le logiciel d'exploitation du site de Custines. L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que cela peut induire des erreurs sur la connaissance de l'état de stocks à un instant précis lié au temps de croisement des données hebdomadaires et de l'état informatique et à la consolidation des données.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection sur site n'appelle pas d'observation sur les rétentions et leur dimensionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Disponibilité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II - alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : Il n'y a aucun stockage extérieur sur le site. Les rétentions font l'objet de contrôle mensuel dans le cadre des inspections sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II - alinéa 7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les produits incompatibles font bien l'objet d'un stockage séparé sur le site de Custines.
Type de suites proposées : Sans suite